

À Bourgoin-Jallieu, médecins et personnels de l'hôpital s'élèvent contre un « management destructeur »

Guillaume Bouvy | 22.09.2017

Mercredi, une dizaine de médecins et professionnels de santé se sont donné rendez-vous devant le Centre hospitalier Pierre-Oudot de Bourgoin-Jallieu (Isère) et ont invité la presse. Pas de banderoles, pas de tracts, seulement des visages dépités. « La direction n'a même pas voulu que la conférence de presse se déroule dans une salle de l'hôpital », lance amèrement l'un des médecins présents. La tension est palpable. Le 19 septembre, plus de 400 praticiens et personnels soignants de la région Auvergne-Rhône-Alpes mais aussi des responsables syndicaux (AMUF, Avenir Hospitalier, SNMH-FO, syndicats de psychiatres SPH et USP...) ont exprimé leur désarroi et leur indignation dans [une lettre ouverte à la ministre Santé](#).

Trois points y sont abordés : la dégradation du service public hospitalier, de l'accès au soin et des conditions d'exercice du métier.

« On ne supporte pas de voir dépérir le secteur public et l'accueil des patients, entame le Dr Claire Gekiere, psychiatre à Grenoble et responsable régionale de l'Union syndicale de la psychiatrie (USP). Nous ne voulons plus être soumis à un management inhumain, contre-productif et destructeur », martèle la psychiatre. Un de ses collègues résume en une phrase : « J'aime toujours ce que je fais, mais ce que je n'aime plus, c'est la façon dont je le fais. »

Fermeture de services arbitraires, sous-effectifs

Les soignants réunis entendent lutter contre les fermetures de lits, les retards de prise en charge, des délais d'attente qui s'allongent aux urgences ou encore l'incapacité d'hospitaliser des patients faibles, réorientés vers des établissements plus éloignés. Sur ce point, un praticien rapporte une phrase entendue d'un directeur d'hôpital : « Les gens prennent bien leur voiture pour aller à Ikea, ils peuvent bien aller à un hôpital plus loin. » Cette phrase fait écho à une autre qu'aurait un jour lâché un directeur à l'un de ses médecins : « Vous n'êtes pas là pour faire de la médecine mais pour faire du fric. »

Redonner un pouvoir réel au CME

Les signataires de la lettre souhaitent également alerter la ministre sur des pratiques qui contribuent à dégrader le service public. « La loi HPST de 2009 a mis à mal le statut des cadres hospitaliers et leur nomination, expose le Dr Anne Franck, psychiatre au Centre du Vinatier (Bron), au sein duquel un collectif de médecins avait également interpellé les autorités en mai, par des courriers et une grève. Avant, la CME (commission médicale d'établissement), qui représente les médecins, avait un poids. Il n'a désormais plus qu'un rôle consultatif, étant réduite à n'être qu'une chambre d'enregistrement. Nous sommes désormais dans un système d'allégeance dans lequel les médecins hospitaliers ont perdu leur indépendance professionnelle », continue-t-elle. D'où la volonté pour les médecins et personnels soignants de « redonner à la CME ses prérogatives exécutives et décisionnelles ».

Un des mots de conclusion est apporté par une autre psychiatre grenobloise, le Dr Christine Bertrand, qui exerce depuis 40 ans. « Je continue à travailler car je sais que quand je partirai à la retraite il n'y aura pas de médecin qui me remplacera. Nous aimerions que l'Etat fasse avec le service public hospitalier comme pour les entreprises : viser l'excellence. Nous avons de magnifiques musiciens mais pas de chef d'orchestre. »

Source : Lequotidiendumedecin.fr

adaptés à vos centres d'intérêts | [Poursuivre](#) - [En savoir plus](#)

- Masquer